



Plateforme chimique : Grenoble appelle l'État à ne pas renoncer à l'avenir industriel du territoire

La Ville de Grenoble prend acte avec un profond regret de l'abandon du projet Exalia, porté notamment par d'ancien-nes salarié-es de Vencorex pour redonner un avenir industriel durable à la plateforme chimique.

Laurence Ruffin, Maire de Grenoble, déclare : « *Nous pensons d'abord aux salarié-es et à leurs familles. Depuis de longs mois, ils et elles ont fait preuve d'un engagement important dans un contexte d'incertitude sociale difficile. Beaucoup ont continué à transmettre leurs compétences et à se mobiliser pour maintenir une perspective d'avenir.*

Nous voulons aussi saluer le travail considérable mené conjointement avec les salarié-es par les porteurs du projet de SCIC puis par le projet Exalia. Leur ambition était claire : préserver une activité industrielle sur le site, maintenir des emplois qualifiés et engager une transformation vers une chimie plus durable. À chaque étape, des acteurs et actrices du territoire ont cherché des solutions plutôt que la résignation. La Métropole et plusieurs communes ont soutenu ces démarches sans ambiguïté pour accompagner Exalia. Nous regrettons profondément qu'aucune issue favorable n'ait pu être trouvée avec les liquidateurs judiciaires pour permettre à ce projet industriel d'aboutir.

Aujourd'hui, une nouvelle étape doit s'ouvrir. Nous refusons que l'échec d'Exalia conduise à l'abandon progressif de toute ambition industrielle pour la plateforme chimique et pour le territoire.

Nous proposons à l'État de formaliser rapidement un pacte territorial de réindustrialisation, associant les collectivités concernées, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, les industriels présents sur le site et les services de l'État. Cette perspective, déjà évoquée par le Ministre, doit désormais devenir une priorité afin de construire une stratégie industrielle commune et de long terme.

À court terme, deux priorités semblent essentielles : préserver les équipements encore disponibles afin de garder ouverte la possibilité d'une reprise industrielle, et accompagner une solution foncière cohérente pour éviter qu'une vaste friche sans avenir ne s'installe durablement au cœur de notre territoire.

La Ville de Grenoble reste pleinement mobilisée pour contribuer à la construction d'une solution coopérative associant salarié-es, État, collectivités et industriels, afin de recréer les conditions d'un projet partagé, ancré dans le territoire et tourné vers les transitions à engager. L'avenir de cette plateforme mérite un projet collectif. »